

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 30 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS FRANCE

« Les Lavières d'Angy »
89160 Lézennes

Références : 240050
Code AIOT : 0005400855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE, implanté au lieu-dit « Les Lavières d'Angy » - 89160 Lézennes. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées ainsi de la cessation d'activité du site en juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS FRANCE
- « Les Lavières d'Angy » - 89160 Lézennes
- Code AIOT : 0005400855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de roche massive qui a été exploitée par la société LAFARGE jusqu'en juin 2021. Elle fait l'objet d'une cessation d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation d'activité
- remise en état du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 1.7.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de mettre en évidence que le réaménagement et la remise en état du site ne sont que partielles. De nombreuses zones du site n'ont fait l'objet d'aucun réaménagement. Il a été constaté également, *a priori*, et sous réserve du calcul par l'exploitant des volumes de stériles et de terres végétales disponibles, un manque de matériaux nécessaires à la remise en état conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 1.7.6
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage) ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ; 2. La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ; 3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement.
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2006-0569 en date du 28 décembre 2006, la société Lafarge a été autorisée à exploiter une carrière sur la commune de Lézinnes pour une durée de 15 ans.</p> <p>Le 30 juin 2021, la société LAFARGE a notifié la cessation d'activité de la carrière dite « d'Angy » sur la commune de Lézinnes.</p> <p>Cette notification a été accompagnée d'un dossier récapitulatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures de mise en sécurité du site comprenant : l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents, l'interdiction ou limitation d'accès du site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion, - les mesures de surveillance de l'environnement, - les mesures de remise en état. <p>Or, au jour de l'inspection, les équipements tels que le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur sont encore présents sur site. L'exploitant s'était pourtant engagé à les démonter et les évacuer au plus tard en juillet 2021.</p> <p>Les mesures de remise en état conformes à l'arrêté préfectoral n'ont également pas été mises en œuvre (cf points de contrôle suivants). L'exploitant prévoyait dans son dossier de cessation le dépôt, auprès du préfet de l'Yonne, d'un porter-à-connaissance de modification des conditions de remise en état. Ce porter-à-connaissance n'a jamais été déposé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fronts de taille
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fronts de taille</p> <p>La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • talutage des fronts à au plus 45° par apport de stériles ; • régilage de 0,2 m de terres végétales sur les remblais.

Constats :
Le jour de la visite d'inspection il a été constaté qu'une partie seulement des fronts de taille ont été talutés par apport de stériles. Les remblais n'ont pas été régalés par 0,2 m de terre végétale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carreau
Prescription contrôlée : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site ; • régalage au fur et à mesure de 0,50 m de stériles sur l'ensemble du carreau ; • scarification des zones remblayées afin d'ameublir les sols ; • régalage de 0,20 m de terres végétales sur l'ensemble du carreau ; • reconstitution du chemin rural de Vireaux.
Constats : Comme évoqué au point de contrôle n°1, le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur sont encore présents sur site. Seule l'installation de traitement des matériaux a été évacuée, hormis quelques blocs de béton encore présents. La suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site n'est pas respectée. Le régalage de 0,5 m de stérile et de 0,2 m de terre végétale sur l'ensemble du carreau n'a pas été réalisé. Seule une partie du carreau (environ 6 ha en partie sud) a été remise en état. Le chemin de Vireaux n'a pas été reconstitué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2006, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
Prescription contrôlée : Les aménagements suivants doivent être mis en place : <ul style="list-style-type: none"> • enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière ; • reboisement des zones exploitées suivant le plan annexé, au fur et à mesure, à raison de 1400 plants par hectare avec les essences suivantes : chênes sessile, pédonculé et pubescent, charme, érable champêtre, cornouiller mâle et sanguin, alisier blanc et torminal, troène ; • aménagements de zones prairiales sur la partie est et sur une parcelle située partie ouest de l'emprise de la carrière, suivant le plan annexé avec un ensemencement d'espèces supportant

bien les sols secs (brome dressé, pâturin des près, fétuque ovine, fétuque rouge, avoine élevée...) ;

- les stations de limidores à feuilles avortées et de cytises couchés existantes dans l'emprise de la carrière doivent être conservées.

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme au plan annexé au présent arrêté (annexe 2).

Constats :

Le reboisement a été réalisé sur 6 hectares au cours de l'hiver 2021-2022 en partie sud du site. Il est à noter que la prise des plantations est relative.

Les zones prairiales sur la partie est et sur une parcelle située partie ouest de l'emprise de la carrière n'ont pas été aménagées.

La partie sud-est du site n'a pas été exploitée, et est restée boisée.

L'exploitant précise qu'une des causes de l'absence de réaménagement et de remise en état sur une grande partie du site est le manque de matériaux et notamment de terre végétale. C'est également pour cette raison qu'il avait pour objectif de déposer un porter-à-connaissance de modification des conditions de remise en état, ce qui n'a pas été fait jusqu'alors.

L'exploitant doit, en outre, justifier ce fait et calculer les volumes de stériles et de terres végétales disponibles sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois